

Québec, le 27 juin 2018

Monsieur

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès à l'information, reçue le 28 mai 2018 par courrier électronique, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

Obtenir la liste des études/analyses/recherches/sondages qui ont été commandés par votre ministère depuis le 1^{er} juin 2017 à ce jour, le 28 mai 2018. Cette liste devra montrer le titre de chacune des analyses/recherches/études/sondages, type de mandat/travail confié, nom du fournisseur ou auteur. La valeur de chacun des contrats confiés à l'externe _____\$.

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez, en pièce jointe, le document que nous détenons en lien avec celle-ci.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ

Dominique Jodoin
Secrétaire générale
Responsable de l'accès aux documents

2018-003975/2018-051

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télé : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél : (514) 873-4196
Télé : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Dossier 2018-051 :

Liste des études/analyses/recherches/sondages qui ont été commandés par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, du 1^{er} juin 2017 au 28 mai 2018

Titre	Type de mandat/travail confié	Nom du fournisseur ou auteur	Valeur des contrats confiés à l'externe
Évaluation des risques en sécurité de l'information au sein du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)	Services d'analyse et de service-conseil auprès de la direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs, afin d'évaluer les risques en sécurité de l'information au sein du Ministère	Solutions Victrix inc. (Chantale Pineault)	23 625 \$
Diagnostic sur la gouvernance des organismes à but non lucratif par l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP)	Accompagner la Direction générale des finances municipales dans le cadre d'un mandat d'intervention auprès des organismes à but non lucratif Promotion Saguenay, Diffusion Saguenay, Société de gestion de la Zone portuaire de Chicoutimi.	Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP)	21 900 \$
Sondage sur les démarches intégrées de développement durable en milieu municipal	Abonnement Web d'une durée d'un an, permettant de créer, transmettre et exporter des données brutes et prétraitées d'un nombre illimité de sondages.	Surveygizmo	415,80 \$
Portrait de l'utilisation des outils d'urbanisme par les municipalités québécoises	Sondage et analyse	Université du Québec à Montréal	24 000 \$
Recensement de démarches d'évaluation des impacts prévisibles dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme et proposition d'une approche adaptée au contexte municipal québécois	Recherche et analyse	Vivre en Ville	19 950 \$
Réalisation et diffusion de fiches de bonnes pratiques relatives aux interventions en aménagement du territoire et en urbanisme en lien avec les changements climatiques	Réaliser des fiches de bonnes pratiques en aménagement du territoire et en urbanisme en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'adaptation aux changements climatiques. Ces outils devront permettre aux décideurs municipaux et aux professionnels de l'aménagement du territoire de mieux guider leurs interventions dans ce domaine.	École nationale d'administration publique	117 740 \$
Évaluation de la conformité des travaux effectués par la Direction de la vérification interne et de l'évaluation de programme du ministère	Effectuer l'évaluation de la conformité des travaux effectués par la Direction de la vérification interne et de l'évaluation de programme avec le Code de déontologie et les normes de l'Institut des auditeurs internes	BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L.	13 200 \$